Arrestation au Burundi d’un opposant rwandais accusé d’attentats par Kigali

@rib News, 06/03/2010 - Source AFPLes autoritÃ©s rwandaises ont annoncÃ© samedi lâ€™arrestation au Burundi dâ€™un opposant rwandais, DÃ©o Mushayidi, accusÃ© par Kigali de faire partie des commanditaires des rÃ©centes attaques Ã la grenade qui ont fait deux morts et plusieurs blessÃ©s dans la capitale rwandaise."Lâ€™un des principaux responsables de ces actes, DÃ©o Mushayidi, a Ã©tÃ© arrÃªtÃ© au Burundi et se trouve actuellement entre les mains de la police nationale (rwandaise)", a dÃ©clarÃ© Ã Radio Rwanda, le procureur gÃ©nÃ©ral, Martin Ngoga.M. Ngoga qui sâ€™exprimait en kinyarwa affirmÃ© disposer de "preuves suffisantes" de lâ€™implication de Mushayidi dans ces attaques, dont les deux derniÃ¨res ont fait, jeudi soir, 16 blessÃ©s.
Tutsi et ancien cadre du Front patriotique rwandais (FPR), le parti du prÃ©sident Paul Kagame, DÃ©o Mushayidi a fui le Rwanda en 2000 alors quâ€™il Ã©tait prÃ©sident de lâ€™Association rwandaise des journalistes (ARJ).ArrivÃ© en exil en Euro militÃ© dans plusieurs partis de lâ€™opposition rwandaise, avant de crÃ©er, lâ€™annÃ©e derniÃ¨re, sa nouvelle formation, le P dÃ©fense du peuple (PDP).Mushayidi, qui, Ã partir de la Belgique, effectuait des tournÃ©es dans les pays voisins du Rwanda depuis quelques mois, est la troisiÃ¨me personne accusÃ©e par le gouvernement rwandais dâ€™Ãªtre derriÃ¨re ces attentats.Deux anciens officiers de haut rang, aujourd'hui rÃ©fugiÃ©s en Afrique du Sud, le gÃ©nÃ©ral Faustin Kayumba Nyamwasa et le colonel Patrick Karegeya, ont Ã©tÃ© dÃ©jÃ pointÃ©s du doigt.Le gÃ©nÃ©ral Nyamwasa, ancien chef d'Ã©tat-de l'armÃ©e et ancien ambassadeur en Inde, a fui son pays la semaine derniÃ¨re, aprÃ¨s avoir Ã©tÃ© interrogÃ© une premiÃ¨re fois par la police.InstallÃ© en Afrique du Sud longtemps avant, le colonel Karegeya, ancien chef des renseignements extÃ©rieurs, circule dans les pays de la rÃ©gion en prÃ©parant ces actes de dÃ©stabilisation de son pays, selon le prÃ©sident Paul Kagame.Mercredi, le chef de l'Etat avait annoncÃ© qu'il allait soulever la question auprÃ¨s des gouvernements concernÃ©s.